



**HAL**  
open science

## Aménagement du territoire et croissance urbaine en Jordanie

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Aménagement du territoire et croissance urbaine en Jordanie: Amman et le "désert jordanien". Maghreb-Machrek, 1993, 140, pp.35-58. halshs-01418966

**HAL Id: halshs-01418966**

**<https://shs.hal.science/halshs-01418966>**

Submitted on 29 Dec 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

# Aménagement du territoire et croissance urbaine en Jordanie

## Amman et le « désert jordanien »

Marc Lavergne\*

Si la Jordanie couvre 90 000 km<sup>2</sup>, sa population de 3,6 millions (1) d'habitants est rassemblée sur un espace beaucoup plus restreint, qui forme une bande longitudinale de 18 000 km<sup>2</sup>, à l'ouest de la voie ferrée du Hedjaz. Le reste appartient au désert. A l'intérieur de la zone peuplée, la partie située au nord de Madaba (7 000 km<sup>2</sup>) regroupe à elle seule 85 % de la population, soit environ 480 habitants/km<sup>2</sup>.

Cette densité exceptionnelle ne s'explique pas par le potentiel agro-pastoral, modeste, mais par l'existence de deux grands ensembles urbains – la conurbation Amman/Zarqa (environ 1,5 million d'habitants) et la grande ville du Nord, Irbid (environ 0,3 million d'habitants) (2) –, et d'une quarantaine de villes petites et moyennes.

Le taux d'urbanisation de la Jordanie était déjà de 71 % en 1979 (dont 30 % dans les villes de plus de 100 000 habitants, 40 % dans les villes de 5 000 à 100 000 habitants et 30 % dans les localités inférieures à 5 000 habitants).

Cette urbanisation massive est récente : au début du siècle, la Jordanie ne comptait aucune véritable ville, tout juste quelques bourgades isolées comme Ajloun, Salt ou Kérak. Elle est le résultat de flux migratoires brutaux : d'une part l'arrivée des réfugiés palestiniens des guerres de 1948 et 1967, de l'autre la sédentarisation et l'exode vers les villes de la population rurale de Transjordanie (3).

Tout en étant soudée par son appartenance à la civilisation arabe et musulmane, et par la construction, entreprise depuis moins d'un siècle, d'un État et d'une nation, sous l'égide de la dynastie hachémite, la société jordanienne se partage entre deux composantes, l'une palestinienne et l'autre transjordanienne. Cette division d'ordre historique et géographique recouvre elle-même des subdivisions d'ordre régional ou tribal, et d'autres qui tiennent aux modes de vie, à l'appartenance confes-

\* CNRS/URBAMA Université de Tours.

(1) A fin 1990, la population jordanienne s'élevait à 3,453 millions d'habitants, contre 3,111 millions un an plus tôt. En défalquant l'accroissement naturel déjà élevé (3,6 % par an, soit 112 000), la population aurait donc augmenté de 230 000 réfugiés en 1990, à la suite de l'invasion du Koweït. Même si près de 10 % de ces réfugiés ont regagné la Cisjordanie, et si une partie a pu émigrer en Occident, la population jordanienne a dû s'accroître de près de 10 % en deux ans.

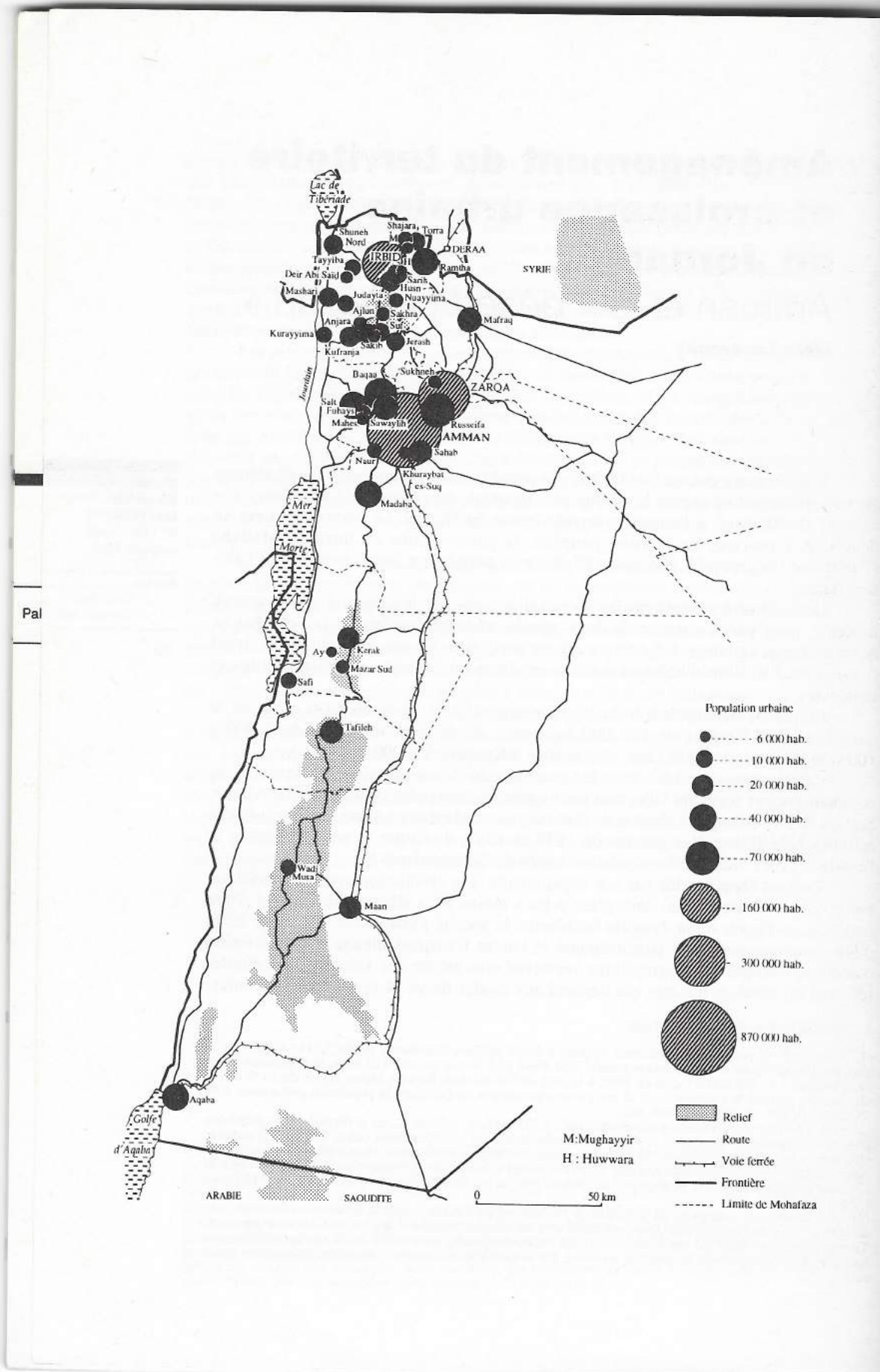
(2) Ville d'Amman et dépendances administratives : 1,231 million ; ville de Zarqa et dépendances administratives : 0,585 million ; ville d'Irbid et dépendances administratives : 0,373 million (selon Statistical Yearbook, Department of Statistics, Amman, 1991). Sauf indication contraire, les données démographiques mentionnées dans le texte sont des estimations fournies dans ce document, basées sur « l'enquête nationale des ménages du Département des Statistiques, récemment (sic) mise à jour, et qui font désormais figure de chiffres officiels » (p. 18).

(3) La Transjordanie correspond au Royaume de Jordanie tel qu'il existe depuis la défaite de 1967 et la perte de la rive Ouest du Jourdain. Les Transjordaniens sont les citoyens jordaniens dont la famille est originaire de Transjordanie, quel qu'ait été son mode de vie (sédentaire ou nomade, rural ou urbain) et son appartenance tribale lors de la fondation de la Jordanie moderne. Le terme n'a donc aucune connotation ethnique ou nationale.

Monde arabe  
Maghreb  
Machrek  
N° 140  
avril-juin 1993

Etudes

35



Pal

sionnelle, aux catégories sociales... Le fait urbain jordanien est fortement marqué par cette dichotomie, les Palestiniens étant concentrés pour la plupart dans les grands centres, en particulier dans la capitale, et les Transjordaniens dans les centres secondaires et les campagnes.

## ■ Une urbanisation marquée par la présence palestinienne

Les réfugiés palestiniens, qu'ils soient d'origine citadine ou rurale, n'ayant pas d'accès à la terre, se sont installés pour la plupart dans les grands centres urbains, qu'ils ont fait croître et prospérer grâce à leur savoir-faire, à leur dynamisme et à leurs capitaux, apportés d'une Palestine dont le développement économique et social était plus avancé que celui de leur pays d'accueil. Contrastant avec le boom que va connaître la capitale, les villes de province, antiques bourgades tenues par de grandes familles commerçantes, ou villages modernisés par l'État, vont être cantonnées dans une somnolence qui fera presque oublier qu'Amman n'est pas toute la Jordanie.

Les Palestiniens ont tout d'abord trouvé refuge dans les camps installés par l'UNRWA à la périphérie des villes ou des villages. Au nombre de 10, ces camps abritent encore officiellement 232 500 réfugiés (4), soit moins d'un Palestinien sur cinq, et moins d'un Jordanien sur dix. Car les Palestiniens, qui forment plus de la moitié de la population jordanienne, vivent pour la plupart hors des camps, aux côtés de leurs compatriotes d'origine transjordanienne. Ils sont cependant concentrés dans les grandes villes, Amman, Zarqa et Irbid, où ils sont très majoritaires (5).

L'urbanisation de la Jordanie s'est donc effectuée par des à-coups, qui furent autant de conséquences des soubresauts du Moyen-Orient au cours de ce siècle. C'est ainsi qu'après l'afflux des réfugiés palestiniens, le boom pétrolier des années 70 a entraîné, par le biais de l'essor économique du Royaume, un vigoureux exode rural vers les grandes villes. Ce phénomène y a sans doute provoqué un rééquilibrage communautaire, surtout à Amman ; mais d'autre part, le retournement du marché pétrolier des années 80, puis la crise du Koweït, ont contraint au retour 300 000 émigrés, majoritairement palestiniens, vers ces mêmes grandes villes.

Si l'on ignore le nombre précis de Palestiniens et leur répartition en Jordanie, il faut de toute façon pondérer cet aspect quantitatif en prenant en compte la diversité de l'identité palestinienne. Des facteurs tels que l'âge, la date du départ de Palestine, le milieu socio-professionnel, la nature du rapport noué avec l'État jordanien, sont déterminants pour mesurer la force du lien de chaque Palestinien avec sa patrie d'origine. Cet attachement peut se décliner sur les modes de l'affectif, du culturel, du patrimoine perdu, de l'engagement politique..., être davantage une nostalgie d'un monde révolu ou plutôt l'espoir d'un avenir riche de potentialités.

Enfin, l'identité palestinienne s'inscrit dans un jeu mouvant entre l'évolution des positions au sein du mouvement national palestinien d'un côté, et de l'autre, l'attitude de l'État jordanien et de la composante autochtone de la population à l'égard des Palestiniens. Il n'est pas douteux qu'au fil des années, parmi de nombreux Palestiniens (en particulier ceux qui réussissent socialement), le sentiment d'intégration à la société et à l'État jordaniens progresse, et peut aller jusqu'à reléguer la Palestine au rang de référent mythique. Toutefois les blessures, les rancœurs héritées de la politique de

(4) Auxquels il faut ajouter les habitants de trois camps gérés par l'État jordanien. Cf. Blandine Destremau (1992).

(5) On avance les chiffres de 70 % à Amman, 90 % à Zarqa, 70 % à Irbid ; mais les statistiques officielles jordaniennes ne distinguent pas la population de souche transjordanienne des Palestiniens, dans un souci évident de cohésion nationale, et aussi pour ne pas reconnaître une donnée dont Israël tire des conclusions menaçantes, à savoir que la Jordanie représente aux yeux des responsables sionistes une « patrie de remplacement » pour les Palestiniens (les estimations concernant la part de la population palestinienne varient de 53 à 66 % du total).

l'émir Abdallah dans les années 30, de la défaite de 1948, de la politique hachémite à l'égard de la Cisjordanie durant la période de l'union des deux rives (1948-1967), puis des affrontements sanglants de 1970-1971 entre l'armée jordanienne et la Résistance palestinienne, ont fait naître de part et d'autre des préventions et des suspicions qui peuvent resurgir en cas de tension politique ou sociale. C'est ainsi que la loyauté des citoyens palestiniens à l'égard de l'État jordanien reste marquée d'ambiguïté, à cause des troubles du passé, des menaces, démographiques et politiques, pour l'avenir, ou bien, de la conscience que leur présence dans le pays n'est peut-être que transitoire. Cette suspicion se double, au moins dans les milieux transjordaniens les plus conservateurs, d'une méfiance instinctive à l'égard d'une population palestinienne perçue comme plus « moderne », ayant été plus tôt en contact avec l'Occident, et dont l'exil et le combat ont accentué l'ouverture ; elle ne semble pas partager certaines valeurs « bédouines » ou « arabes » encore bien ancrées chez les Transjordaniens.

Cette instabilité des rapports entre Palestiniens et Transjordaniens entretient un sentiment de précarité chez les mieux disposés des Palestiniens, ceux-là mêmes qui peuvent souhaiter s'assimiler dans leur nouvelle patrie, ou chez les jeunes qui n'ont jamais connu la Palestine. Il n'est peut-être pas sans rapport avec cette dernière constatation, que les couches populaires des grandes villes, palestiniennes et transjordaniennes mêlées, aient adhéré en masse à la propagande islamiste, qui, entre autres, offre aux Palestiniens une chance de transcender leur déficit identitaire par rapport à l'enracinement territorial des Transjordaniens.

## ■ Quête de territoires, quêtes identitaires

La concentration de la population dans les grandes villes, et surtout dans la capitale, Amman, pose de graves problèmes d'aménagement du territoire. En effet, on peut se demander quel type d'équilibre territorial serait le plus favorable au développement économique et social. D'autre part, l'urbanisation rapide d'une population rurale ou transplantée de l'extérieur n'est pas sans engendrer des perturbations identitaires : cette population a en effet du mal à conserver ses anciens repères, ou à en trouver de nouveaux, dans le cadre d'un État récent, de création artificielle, fondé sur les décombres de l'Empire ottoman, pour répondre aux besoins de la stratégie régionale britannique.

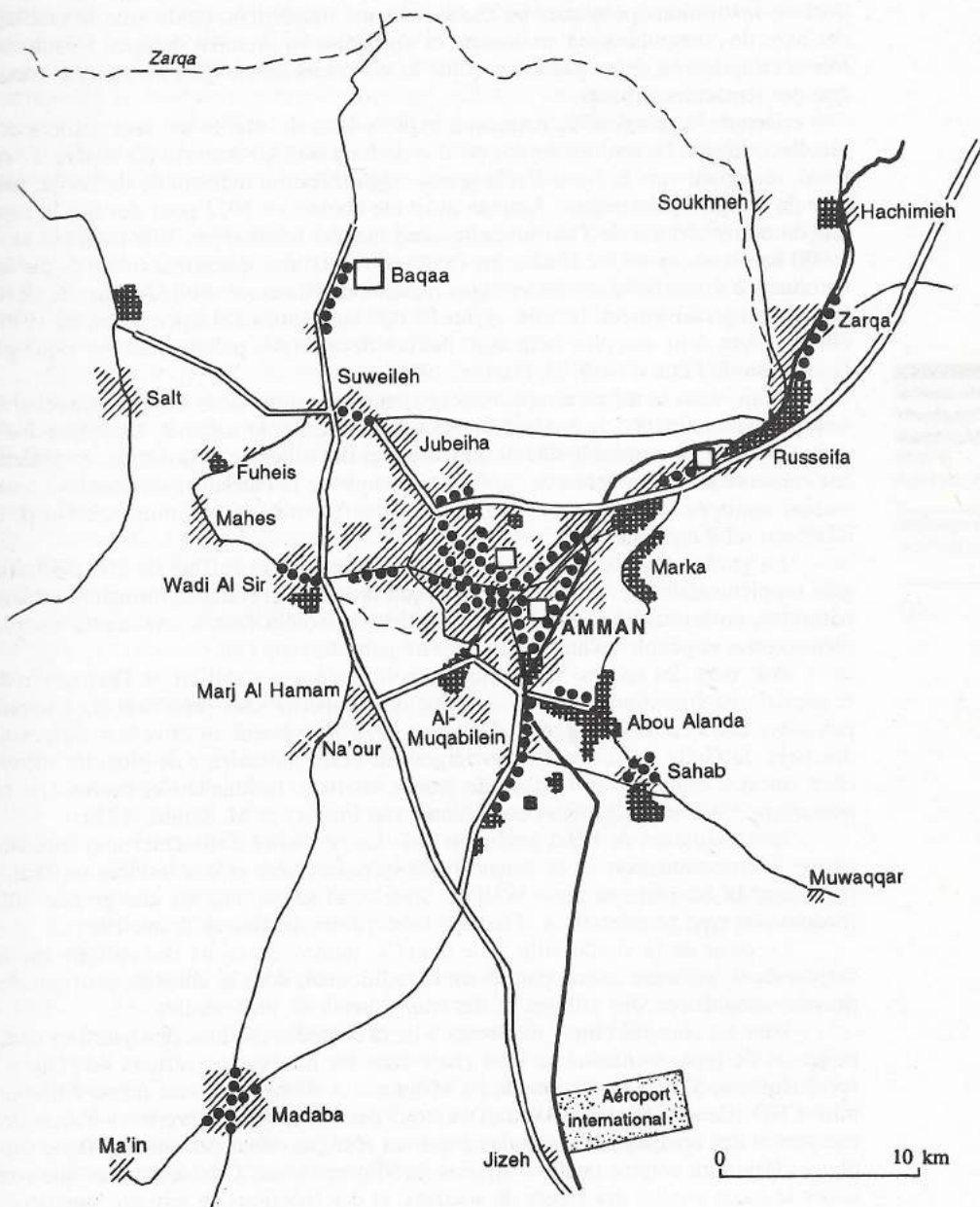
Avec Amman, la Jordanie dispose certes d'un pôle économique et politique, mais il s'est développé au détriment des territorialités régionales et locales préexistantes, et les différentes composantes de la population ont du mal à faire évoluer leurs identités en harmonie avec des changements économiques, sociaux et culturels rapides.









On peut dès lors se demander, à la lumière des événements qui ont secoué les petites villes du Sud en avril 1989 (6), si la catégorie des villes « secondaires », négligée dans les politiques de développement, ne pourrait pas jouer un rôle en offrant un nouvel ancrage identitaire et en diffusant sur tout le territoire les dynamismes concentrés dans la capitale. Ce pourrait être, à terme, un moyen de faire progresser, de la base, la construction d'une nation jordanienne, reposant sur un maillage articulé de territoires, de villes et d'identités diverses.

## ■ Une aire métropolitaine regroupant plus de la moitié de la population du pays

Amman et Zarqa forment aujourd'hui une conurbation qui s'étend sur 25 km d'Ouest en Est, de Souweilch à Zarqa, et sur 18 km du Nord au Sud, de Yajouz à

(6) Voir infra, p. 48.



- |   |  |   |   |
|---|--|---|---|
|  Zone urbanisée    |  Axes commerciaux |  Rivière |  Autoroute   |
|  Sites industriels |  Camp palestinien |  Route   |  Voie ferrée |

Yadouda. Certes, cet espace est loin d'être entièrement bâti, mais les champs et les pâturages y sont rapidement « mités » par les nouvelles constructions, villas individuelles, institutions publiques ou établissements industriels, tandis que le maillage des axes de communication se resserre et s'urbanise en premier, donnant à l'automobiliste l'impression de ne pas avoir quitté la ville, lors même qu'il ne traverse encore que des tentacules urbains.

Depuis les années 70, Amman a explosé hors du site de ses sept collines originelles ; jusque-là, seul un étroit corridor, le long du Seil Amman (la rivière d'Amman), rejoignait vers le Nord-Est la grosse agglomération industrielle de Zarqa, peuplée de réfugiés palestiniens. Amman avait été choisie en 1922 pour devenir la capitale du nouvel émirat de Transjordanie, sous mandat britannique. Elle comptait alors 6 000 habitants, ayant été fondée en 1878 par des colons tcherkesses, incités par les Ottomans à s'installer dans les vestiges romains de l'ancienne Philadelphie. Se développant progressivement, la ville atteint 60 000 habitants à l'indépendance, en 1946 ; elle doublera deux ans plus tard, avec l'afflux des réfugiés palestiniens provoqué par la création de l'État d'Israël (J. Hacker, 1960).

Mais, dans le même temps, l'intégration au royaume de la Cisjordanie relative sera jusqu'en juin 1967 le poids d'Amman dans l'ensemble national. La monarchie a beau s'efforcer de réduire le rôle de Jérusalem et des villes de Cisjordanie, Jérusalem-Est conserve sa prééminence de capitale historique de la Palestine, abritant les Lieux-saints, appuyée sur les cités historiques et influentes de Naplouse au Nord, et d'Hébron (el-Khalil) au Sud.

La guerre des Six Jours ne provoque pas seulement l'afflux de 200 000 réfugiés supplémentaires à Amman : elle déséquilibre aussi gravement l'armature urbaine nationale, en laissant les villes de Transjordanie isolées face à une capitale surdimensionnée, et peuplée d'une large majorité palestinienne (7).

Au cours des années 70 la situation politique va se stabiliser, et l'expansion de la capitale va être stimulée par une vague de prospérité sans précédent. Les booms pétroliers consécutifs à la guerre d'octobre 1973 permettent en effet aux dirigeants des pays du Golfe de subventionner largement l'État jordanien ; de plus, ils attirent chez eux des centaines de milliers de jeunes ouvriers, techniciens et cadres, qui ne pourraient pas trouver d'emploi en Jordanie (A. Findlay et M. Samha, 1985).

Les ressources de l'État jordanien vont lui permettre d'alimenter une croissance par la consommation, et de financer des infrastructures et des services qui transformeront la Jordanie en un « Welfare State », et sa capitale en une grande ville moderne de type occidental (A. Findlay, 1986 ; Joint Technical Team, 1987).

Le cœur de la vieille ville, le « *balad* », enserré au creux des collines qui le surplombent, demeure animé par un souk traditionnel, dont la clientèle provient des quartiers populaires, des villages et des campements les plus reculés.

Pour les couches plus « modernes » de la clientèle citadine, des quartiers commerçants de type occidental se sont créés dans les nouveaux quartiers de l'Ouest : Jebel Hussein, Shmeissani, route de La Mecque... A Shmeissani s'est même édifié un mini-CBD (Central Business District), autour des immeubles de verre et d'acier des banques et des compagnies d'assurance qui ont rêvé, au début des années 80, de supplanter Beyrouth comme centre d'affaires du Moyen-Orient. C'est à Amman que sont situés la quasi-totalité des sièges de sociétés, et des fonctions de tertiaire supérieur : professions libérales, boutiques de luxe, agences de voyages, hôtels de classe internationale, cliniques privées...

Amman détient également le monopole du pouvoir politique et administratif : c'est le siège de la monarchie, dont les palais sont discrètement construits un peu à l'écart, dans le parc boisé du Jebel al-Qousour. Les ministères, les administrations

(7) L'insurrection de la Résistance palestinienne et son échec en septembre 1970 (Septembre Noir) montreront la réalité de ce danger, mais aussi ses limites (Baron X., 1977 ; Rouleau E., 1984).

publiques, les ambassades étrangères sont disséminés dans les quartiers du Jebel Amman, d'Abdali, de Shmeissani ; le nouveau quartier d'Abdoun, en cours de lotissement, exerce une forte attraction, à la suite du déménagement de l'ambassade américaine vers ce « Neuilly » d'Amman.

L'Ouest de la ville est donc véritablement la vitrine du pays, le symbole de son attachement au modèle occidental, avec ses villas et ses buildings ; ses mosquées évoquent, dans la belle pierre calcaire de la région, les réalisations architecturales des pays du Golfe ; l'aide arabe a permis de tracer un urbanisme audacieux, d'autoroutes intra-urbaines qui enjambent les tranchées des *wadis*.

Zarqa est très différente : dans un paysage désolé de collines arides, s'échelonnent les quartiers populaires, tristes alignements de HLM ou cubes de parpaing au toit de tôle ondulée des camps palestiniens, et casernements, entre l'aéroport militaire de Marka, la voie ferrée, la route principale, encombrée d'un lourd trafic de camions, et les autoroutes qui serpentent dans le désert.

La rue urbaine qui relie Amman à Zarqa comprend Rouseifeh (116 000 habitants en 1991), qui a vu naître l'extraction phosphatière jordanienne en 1932 (aujourd'hui arrêtée sur ce site), les camps palestiniens de Schneller – appelé aussi Hattin – (33 000 habitants), et de Moushairifeh/Ras el-Aïn (34 000 habitants).

Le prolétariat palestinien y est employé dans l'industrie de la construction, l'industrie alimentaire, les produits ménagers, la tannerie, dans des usines ou des ateliers appartenant à des entrepreneurs d'origine palestinienne ; mais les deux pôles d'activité, appartenant à l'État, ont été à l'origine la raffinerie de Zarqa, à l'extrémité nord-est de l'agglomération, et l'industrie phosphatière de Rouseifeh.

Mais Zarqa – dont l'identité très forte, à la fois palestinienne et ouvrière, la distingue des quartiers Ouest d'Amman, où se concentrent les fonctions de capitale – voit désormais surgir de belles villas sur les hauteurs, le prix du terrain y étant plus abordable qu'à Amman, et la ville développant sa propre pyramide sociale. L'emprise des Frères musulmans y est très forte, et se traduit dans l'atmosphère urbaine, dont l'austérité contraste avec la relative tolérance d'Amman.

Le destin de ces deux villes est pourtant de plus en plus lié, et il serait utile qu'une « communauté urbaine » prenne en charge l'aménagement intégré de l'ensemble de la région métropolitaine ; au lieu de cela, un gouvernorat de Zarqa a été détaché en 1986 de celui d'Amman, chacun d'eux gardant compétence sur un vaste territoire rural et désertique. Le souci des autorités était peut-être de renforcer les liens de ces deux concentrations palestiniennes avec leur arrière-pays, proprement transjordanien.

Il n'existe donc jusqu'à présent qu'une entité appelée « municipalité du Grand Amman » (*Amanat Amman al-Koubra*), inscrite dans les limites du gouvernorat d'Amman, et qui a fait l'objet d'un schéma directeur (Joint technical Team, 1987) (8). Un tel cadre ne peut permettre de résoudre les problèmes de l'aménagement de l'aire métropolitaine. Il est vrai que la conurbation Amman-Zarqa, regroupant plus de la moitié de la population jordanienne, pèse d'un poids si lourd que sa gestion est la préoccupation principale des organes centraux, et que ses municipalités, élues, ne s'occupent guère que de fonctions édilétaires.

## — L'extension récente de l'agglomération

L'extension rapide des années 70 et 80 (N. Kliot et A. Soffer, 1986) s'est faite surtout vers l'ouest et le nord-ouest d'une part, vers le sud et le sud-est de l'autre (Joint technical Team, 1987).

(8) Le Grand Amman s'arrête vers le nord-est à Marka.



Vers le nord-ouest, l'urbanisation, surtout résidentielle, s'opère de façon diffuse entre la « route des cercles », qui conduit à Wadi Sir (88 000 habitants), et la route de l'Université, qui aboutit à Souweileh (50 000 habitants) ; ces deux villages fondés par des Tcherkesses à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle font désormais partie de l'agglomération d'Amman. Ils en marquent la limite, dominant l'un les gorges encaissées d'un torrent qui dévale vers le Ghor, l'autre la plaine de Baqaa. A l'intérieur de ce triangle encore champêtre et boisé, se développent les « cottages » de Tila el-Ali (32 000 habitants), d'Oumm al-Soummaq et de Khalda (11 000 habitants) ou de Jou-baiha plus au nord (36 000 habitants).

Vers le sud-ouest, l'axe qui conduit à Merj al-Hammam et Naour reprend l'ancienne route de Jérusalem, et a été transformé récemment en une autoroute qui rejoint la vallée du Jourdain ; elle dessert la Foire internationale d'Amman, des lotissements collectifs récents implantés au milieu des champs, et quelques unités industrielles.

Vers le sud, l'autoroute qui dessert l'aéroport international Reine Alia draine un important trafic de camions vers Aqaba et l'Arabie saoudite. Une agriculture moderne se développe tout le long, et les villages traversés s'urbanisent.

Vers le sud-ouest, des faubourgs industriels prolongent les quartiers populaires de Nazzal ou le camp palestinien de Wihdat ; la pluviométrie plus faible qu'à l'Ouest laisse à nu le sol rocailleux, et les bosquets de conifères cèdent la place à quelques oliveraies ou à des champs de céréales. Les villages de Qouweismeh et Oumm el-Hiran (21 000 habitants au total), ou d'Oumm Qsair et Al-Mouqabilein (11 000 habitants au total), sont progressivement absorbés par l'agglomération d'Amman ; de là, on passe sans transition aux extensions industrielles de Khuraibat es-Souq et de Jawa (15 000 habitants), d'Abou Alanda (16 000 habitants) et à la nouvelle zone industrielle de Sahab (17 000 habitants en 1988, 38 000 aujourd'hui). Cette dernière rassemble déjà plus de 300 entrepôts et ateliers, sur la route de l'Arabie saoudite et de l'Irak. Au-delà, s'étendent les collines et les plateaux steppiques qui servent de pâturages aux troupeaux de chèvres et de moutons des Bédouins Beni Sakhr (Bocco R., 1986).

Amman s'entoure ainsi de centres industriels, qui se développent sur les terrains arides, moins onéreux, au sud et à l'est, et sur les grands axes de communication internationaux, qui relient le port d'Aqaba à l'Irak et à la Syrie, et la Turquie à l'Arabie saoudite et à l'Irak. Les emplois créés fixent la population dans les villes et les villages alentour, qui se transforment en cités-dortoirs.

A cette ceinture péri-urbaine, correspondent, pour le corridor Rouseifeh-Zarqa (lui-même à l'origine une extension industrielle d'Amman), les villes de Soukhneh (9 000 habitants), fondée par des colons tchéchènes en 1932, et de Hachimiyeh (10 000 habitants), près de la raffinerie de pétrole.

Au-delà, les villes et les villages de l'ancienne province de Balqa, entre les rivières Zarqa et Moujib, sont tous affectés par la croissance de l'aire métropolitaine d'Amman.

## — A la périphérie de l'aire métropolitaine, les petites villes de la Jordanie centrale

Salt (57 000 habitants), à 25 km au nord-ouest, est une ville construite en amphithéâtre à l'entrée du défilé du wadi Shouaib ; elle commande ainsi l'un des principaux passages du plateau transjordanien vers Jérusalem par Jéricho.

Antique cité, comme en témoigne son nom dérivé du latin « saltus » (la forêt ou la vallée boisée), elle a su préserver son indépendance durant près de trois siècles, avant de devenir en 1867 le siège d'un caza ottoman. De 2 000 habitants à l'époque,

la population est passée à près de 10 000 à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour se stabiliser à 15 000 à partir de 1914. Amman lui ayant été préférée comme capitale du nouvel émirat de Transjordanie, la ville cessa de se développer : au recensement de 1961, elle ne comptait que 16 200 habitants, contre près de 250 000 à Amman. En 1979, elle était passée à 33 000 habitants, et a donc repris sa croissance (Wählin L., 1988).

Mais c'est aujourd'hui une ville résidentielle, reliée à la capitale par une autoroute ; si l'élite saltiote demeure très attachée à ses racines, elle a entièrement transféré ses activités à Amman, où elle occupe une place éminente (9). Les Saltiotes, à la fois très instruits, habiles en affaires, mais fort traditionalistes, se préoccupent aujourd'hui de préserver le cachet de leur ville aux vieilles demeures de style ottoman, aux toits de tuiles rouges et aux murs taillés dans une belle pierre dorée, dont les étroites fenêtres gemellées surveillent les ruelles escarpées. La vieille ville est donc épargnée par la circulation et la pollution qui sont les plaies du centre d'Amman.

Depuis 1981 fonctionne un Conseil de développement de Salt, qui a pour vocation de préserver le passé de la ville et de lui assurer un développement économique et social équilibré. Mais il faut reconnaître que, si elle a bien surmonté le traumatisme du choix d'Amman comme capitale, elle ne peut plus prétendre à des fonctions de commandement autonome.

L'État a laissé Salt à la tête du gouvernorat de Balqa ; gouvernorat bien réduit par rapport à l'époque ottomane, où il englobait tout le pays entre les gorges du Zarqa et celles du Moujib, mais surtout dépourvu d'unité, puisqu'il s'étend de la vallée du Jourdain jusqu'à la vallée intérieure de Baqaa, en passant par les montagnes boisées de l'escarpement transjordanien. Mais cette fonction administrative assure à Salt la présence de fonctionnaires et le maintien d'un pouvoir d'attraction sur une partie de sa zone d'influence traditionnelle (10).

Le secteur industriel est représenté par une grande usine pharmaceutique, qui exporte une partie de sa production, et par une huilerie qui traite les récoltes d'olives du plateau.

Plus au sud, sur la ligne de crête dominant la vallée du Jourdain, s'alignent des villages très anciens, serrés autour de l'église ou de la mosquée, qui essaient aujourd'hui sur les pentes couvertes d'oliviers et de chênes-verts : Fouhais (12 000 habitants), petit centre chrétien dont les maisons pimpantes s'égaillent à travers les jardins de cyprès, d'orangers et d'oliviers entourés de murets, en contrebas de la cimenterie édifiée en 1953 ; Mahès (6 000 habitants), où de somptueuses propriétés se cachent derrière les rideaux de cyprès.

En arrière de cette crête, la plaine de Baqaa abrite le camp palestinien du même nom, le plus grand de Jordanie (53 000 habitants officiellement, en réalité peut-être le double), en contrebas de Souweileh et de la « Cité des fonctionnaires » d'Abou Nsair. Toute la plaine est vouée aux cultures maraîchères et arbustives et à la petite industrie, qui emploient la main-d'œuvre du camp.

Madaba (50 000 habitants), à 30 km au sud d'Amman, est une autre de ces cités au long passé, qui ont été éclipsées par Amman. On est là en terre biblique, près du mont Nébo d'où Moïse découvrit la Terre promise. Les villages cités dans la Bible existent toujours : Hisban, Dhiban (4 000 habitants), au milieu d'une campagne prospère, assez arrosée pour permettre la culture estivale du tabac. Tous ces sites ont été abandonnés par les agriculteurs aux pasteurs nomades à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et leur reconquête agraire, entreprise sous l'impulsion des autorités ottomanes désireuses de mieux contrôler les marches de l'Empire, ne date que de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (N. Lewis, 1980 ; R. Abu Jaber, 1989).

(9) Salt fut en effet la première ville de Transjordanie dotée d'une école à cycle secondaire complet, d'où sortirent 600 diplômés entre 1926 et 1950.

(10) Cf. l'analyse des élections législatives partielles de mars 1984 dans cette province par Linda L. Layne (1986).

Madaba a été repeuplée en 1880 par trois tribus chrétiennes venues de Kérak ; malgré l'installation en ville de nombreux Bédouins musulmans, les chrétiens, pour la plupart de rite grec-orthodoxe, y forment encore, comme à Salt, une forte communauté, et l'Église latine, perchée au sommet de la colline, domine la ville. Celle-ci est dépourvue de rôle industriel et commercial important, et de fonctions administratives, puisqu'elle fait partie du gouvernorat d'Amman. Elle se transforme donc, elle aussi, en cité-dortoir, pour de nombreux habitants travaillant à la capitale.

## ■ Autour d'Irbid, la nébuleuse des petites villes du Nord

L'aire métropolitaine d'Amman n'est pas la seule région fortement urbanisée de Jordanie. En effet, le gouvernorat d'Irbid, au nord-ouest, rassemble 35 agglomérations de plus de 5 000 habitants. Deux seulement dépassent le seuil des 30 000 : Irbid, chef-lieu du gouvernorat (216 000 habitants dans les limites municipales), est la véritable capitale du Nord (F. Koumach, 1987 ; A. Atef, 1985), tandis que Ramtha (50 000 habitants) est la ville-frontière avec la Syrie.

Ces deux villes sont situées à l'extrémité de la plaine du Hauran, qui fut dès l'Antiquité le grenier à blé de la Syrie ; Irbid est au contact des collines incisées par les wadis qui se dirigent vers la haute vallée du Jourdain, dessinant de profonds reliefs en creux pour atteindre leur niveau de base, à - 250 m d'altitude.

Cette riche région agricole, à 200 km seulement de Damas, a toujours été plus tournée vers la Syrie centrale que vers les régions inhospitalières et marginales du Sud. La démarcation de la frontière entre la Syrie et la Transjordanie, en 1918, puis la création de l'État d'Israël, en 1948, ont rompu les courants d'échanges régionaux : les divergences politiques, allant parfois jusqu'à des interventions militaires, entre la Syrie et la Jordanie depuis les années 50, n'ont pas cessé de menacer les relations entre le Nord et le Sud du Hauran, séparés en aval de Deraa par le canyon de la rivière Yarmouk.

Mais la région a bénéficié de plusieurs atouts : une population industrielle, sédentarisée précocement grâce à la présence des troupes du pacha de Damas qui tenaient les Bédouins à distance, des conditions naturelles favorables (sol plan et fertile, pluviométrie de 300 à 400 mm par an sur le plateau), une atténuation du lien tribal, et un certain développement de l'individualisme, dû peut-être aux relations avec l'Occident par les ports de la côte palestinienne et levantine.

Irbid est donc un centre actif, malgré la proximité d'Amman (80 km) et une histoire récente et sans relief, qui ne lui a pas permis de se forger une personnalité très marquée. La ville compte en particulier une université réputée (l'Université du Yarmouk), fondée en 1976, et doublée dans la plaine de Ramtha par la Jordan University of Sciences and Technology.

Elle est entourée d'un cercle d'une vingtaine de petites localités situées dans son orbite immédiate : Beit Ras (9 000 habitants), Aïdoun (14 000 hab.), Sarih (14 000 hab.), Hosn (16 000 hab.) et son camp palestinien (15 000 hab.), Koufour Youba (8 000 hab.) et des villages comme Bariha et Zebda. Un peu plus loin, mais reliés à elle par un réseau de routes en étoile, on peut identifier plusieurs groupes :

– près de la frontière syrienne, outre Ramtha, séparée de son doublon syrien de Deraa, et qui vit du trafic de marchandises, légal et illégal, les petites villes de Turra (12 000 hab.), Shajara (9 000 hab.) et Moughayyir (6 000 hab.) ;

– les bourgades agricoles alignées sur les collines et les crêtes dominant la vallée du Jourdain, et les wadis qui s'y jettent : Al-Tayyiba (10 000 hab.), Deir Abi Saïd (8 000 hab.), Koufr al-Ma' (7 000 hab.) et Samna (6 000 hab.) ;

– les bourgs des collines et de la plaine céréalière au Sud et au Sud-Est : Al-Nouayma (10 000 hab.), Mazar-Nord (11 000 hab.) et Sakhrah (8 000 hab.).

En revanche, la riche campagne de type méditerranéen au nord-ouest d'Irbid n'est pas urbanisée ; on y trouve de nombreux villages et un habitat intercalaire de villas modernes, dispersées parmi les champs en terrasses qui portent les céréales, la vigne et l'olivier. Ainsi Oumm Qaïs (3 400 hab.), qui s'est développé aux abords des vestiges de l'antique Gadara de la Décapole romaine, ou le centre de thermalisme de Himmeh, au fond de la vallée du Yarmouk, face à l'imposante muraille du Golan occupé par Israël.

Au total, la campagne qui entoure Irbid ne compte pas moins de trente villages de 3 à 5 000 habitants.

Au sud de cette plaine s'élèvent les monts d'Ajloun. Ce massif forestier (parc national de Dibbin), bien arrosé (400-600 mm par an) culmine à 1 247 m. L'occupation humaine y est ancienne, et ses flancs portent une agriculture méditerranéenne intensive (champs en terrasses, arboriculture fruitière, cultures sous serres et poulaillers industriels dans les vallées).

La vie urbaine s'y répartit en deux groupes :

1) Sur le versant occidental, qui plonge abruptement vers la vallée du Jourdain (jusqu'à 1 500 m de dénivellation sur 25 km), voisinent quatre antiques bourgades, au pied du piton où se dresse le château mamelouk de Qalaat Rabadh (XII<sup>e</sup> siècle) : ce sont Ajloun (8 000 hab.) (11), Aïn Janna (8 000 hab.), et, de l'autre côté du wadi Koufrinja, Anjara (14 000 hab.) et Koufrinja (17 000 hab.) ; soit au total 47 000 citadins dans un rayon de dix kilomètres. Mais aujourd'hui, cette sécurité s'est muée en isolement, à l'écart des grandes voies de communication. Malgré une certaine reprise agricole, la population d'Ajloun stagne, du fait d'une faible natalité et de l'émigration qui touche surtout le vieux fond chrétien de la population. Séparée du bassin de la rivière Zarqa par le haut col de Sakib, la région est encore dans la zone d'influence d'Irbid.

2) En revanche, le versant oriental, commandé par la ville de piémont de Jérash (22 000 hab.) regarde vers Amman. Les bourgades de Sakib (7 000 hab.) et de Souf (10 000 hab.), les camps palestiniens de Gaza et de Souf (respectivement 15 000 et 12 000 habitants) vendent leurs produits ou leur force de travail à la capitale, par l'intermédiaire de Jérash, pivot de la région, comme du pays de collines céréalières piquetées de modestes hameaux des Beni Hassan vers l'Est.

Jerash, refondée par un groupe de colons tcherkesses en 1878 (N. Lewis, 1987), doit sa célébrité et sa fortune aux ruines imposantes de l'antique Gerasa, l'une des cités de la Décapole romaine. Le tourisme se joint donc à la richesse agricole (cultures en terrasses des versants, et cultures sous serres des fonds de vallée irrigués), et au rôle de carrefour routier avant la traversée de la rivière Zarqa, pour conférer une certaine animation à la ville. Mais, malgré le Festival qui s'y déroule chaque été, malgré le passage des touristes étrangers et des pique-niqueurs du week-end qui affectionnent la forêt protégée de Dibbin, Jérash est trop proche d'Amman (40 km) pour retenir les visiteurs, et sa croissance en est freinée. Elle est même, de plus en plus, le point de départ de migrations quotidiennes de travail vers la capitale.

Les collines et les vallées de la Jordanie du Nord sont flanquées par deux marches pionnières :

- la vallée du Jourdain, à l'ouest ;
- la frange subdésertique et désertique, à l'est.

La rive transjordanienne de la vallée du Jourdain est une étroite bande alluviale de 110 km de long sur 2 à 10 km de large. Naguère terre de pâture de tribus

(11) Habitée depuis l'Antiquité, Ajloun a vu sa prospérité survivre aux Croisades et même à l'époque ottomane ; agglomération la plus peuplée de Transjordanie, elle comptait 364 ménages, soit environ 1 800 habitants en 1596 (R. Abujaber, 1989, p. 25). Elle était en effet abritée des incursions bédouines par le relief, et tournée vers Naplouse en Palestine, dont elle dépendait.

bédouines, avec de pauvres cultures pratiquées par des groupes de cultivateurs noirs (les « Ghorani »), elle est devenue la région agricole la plus riche de Jordanie. Grâce au canal du Ghor oriental, qui récupère les eaux du Yarmouk et des petits torrents qui descendent des plateaux orientaux, la superficie irriguée est passée de 12 000 ha en 1966 à près de 30 000 aujourd'hui, dont plus de la moitié par aspersion et goutte-à-goutte. Ces terres sont consacrées à des cultures de haute valeur : légumes pour 71 % de la surface récoltée, fruits pour 16,3 % et productions de plein champ, en régression constante, pour 17,5 % seulement (12). Les méthodes agricoles modernes sont d'un emploi généralisé : serres et films plastiques, engrais, pesticides...

La mise en valeur, entreprise en 1964 sous l'égide de l'East Ghor Canal Authority, a été reprise à partir de 1972 – après l'interruption due à la guerre des Six jours et aux affrontements des années suivantes – par la Jordan Valley Authority (JVA), organisme public chargé de l'exécution d'un programme intégré de développement, sur le modèle de la Tennessee Valley Authority aux États-Unis. Elle a donc procédé à la réalisation, et à la gestion, de toutes les infrastructures et services de la vallée : routes, électricité, eau potable, écoles, dispensaires, centres commerciaux, administration... en plus du système d'irrigation.

En 1967, la population, attirée par les travaux de mise en valeur, atteignait 145 000 habitants ; tombée à 8-10 000 à la suite de la guerre, elle remonta à 88 000 en 1979, et 140 000 en 1988.

Elle est composée de petits exploitants (les propriétés familiales couvrent de 3 à 10 hectares en moyenne), auxquels il faut ajouter une main-d'œuvre immigrée, surtout égyptienne, de 25 à 30 000 ouvriers agricoles. Les opérations de remembrement et de passage à un système moderne d'irrigation ont aussi été l'occasion pour la grande bourgeoisie d'Amman de se tailler de vastes domaines, consacrés à l'agrumiculture, dans les parties centrale et septentrionale de la vallée (13).

Grâce à son climat privilégié, la vallée du Jourdain produit des légumes de contre-saison ou très précoces (tomates, aubergines, concombres...) et des fruits méditerranéens et tropicaux (agrumes, bananes...), qui représentent 90 % des exportations agricoles du pays. Mais l'expansion agricole est limitée par le manque d'eau : Israël accapare celle du Jourdain et refuse de laisser Jordaniens et Syriens édifier un barrage sur le Yarmouk (14), tandis que la demande domestique et industrielle des villes du plateau constitue une concurrence croissante.

Du fait de la précarité de sa situation frontalière, et aussi peut-être de la tutelle absolue qu'y a longtemps exercée la JVA (15), la vallée du Jourdain n'a pas connu de développement urbain en rapport avec la hausse de sa population. On n'y compte que quelques modestes centres urbains : Shouneh-Nord (13 000 habitants), Mashari' (13 000 hab.), Deir Alla, Waqqas (6 000 hab.), Koreimeh (13 000 hab.) et Shouneh-Sud.

Ces bourgs sont avant tout des pôles de l'activité agricole, avec les bureaux de la JVA, les banques, les services socio-éducatifs et les marchés où s'opèrent le conditionnement et l'expédition des produits. La population paysanne vit en majorité dans les villages qui s'étirent le long de la route principale, sur les premières pentes de la montagne, au débouché des wadis, ou est dispersée au milieu des exploitations.

(12) A.B. Zahlan (1985).

(13) En contradiction avec la politique officielle, qui était de répartir la terre en priorité entre les occupants antérieurs de la vallée.

(14) Sur le projet syro-jordanien de barrage de l'Unité, élaboré en 1958, voir « Les ressources en eau de la Jordanie, Bilan et perspectives », p. 39 et 42, in *Maghreb-Machrek* n° 138, numéro spécial sur « La question de l'eau au Moyen-Orient. Discours et réalités ». Voir également Mu'taz Bilbeisi : « Jordan's Water Resources and the expected domestic Demand by the Years 2000 and 2010, detailed according to Area », in Gärber et Salameh (1992), p. 7 à 30.

(15) Depuis 1988, la JVA est placée sous le contrôle du nouveau ministère de l'Irrigation et de l'Eau, dont elle a rejoint les locaux en 1991.

L'occupation humaine de la Jordanie, étroitement tributaire des ressources en eau, décroît rapidement vers l'Est. Le réseau urbain y trouve sa « frontière » avec la ville de Mafraq (37 000 habitants). Ancienne station sur la route caravanière du pèlerinage, elle était protégée par une garnison turque ; elle a dû à ce double héritage d'être desservie par le chemin de fer du Hedjaz, et de devenir une importante base militaire aérienne de la Jordanie moderne. Chef-lieu d'un nouveau gouvernorat « stratégique » qui contrôle les frontières désertiques avec la Syrie et l'Irak, elle est en outre appelée à devenir un important carrefour routier, au croisement de la route vers l'Irak et le Nord de l'Arabie saoudite, et de la nouvelle autoroute, récemment achevée, qui doit relier au Hedjaz, Amman et Damas, et, au-delà, Istanbul.

La prospérité de Mafraq repose également, en cette steppe soumise à une pluviométrie incertaine, sur une alimentation en eau abondante et de bonne qualité, fournie par une cinquantaine de puits artésiens. La monotonie de la steppe est ainsi interrompue par des jardins verdoyants, protégés du vent du désert par des haies de cyprès.

Au cœur du désert transjordanien, la grande oasis d'Azraq doit son existence à des résurgences dans les coulées basaltiques venues du Jebel druze ; elles forment un chapelet de lacs entourés de palmeraies et de prairies marécageuses. Pour en faire un avant-poste de son autorité, le gouvernement ottoman y installa un groupe de colons tchétchènes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais cette colonisation agricole n'a pas eu de succès, et l'eau est maintenant surtout pompée pour l'alimentation d'Amman, au point que la survie de l'oasis est mise en péril. Azraq, divisée en plusieurs villages épars (6 000 habitants au total), est aujourd'hui avant tout une importante halte de camionneurs, à la bifurcation des routes de l'Irak, de l'Arabie saoudite et du Golfe.

## ■ Au Sud : une urbanisation encore embryonnaire

Passé Madaba et le canyon vertigineux du wadi Moujib, le rebord du plateau transjordanien s'élève progressivement au-dessus de la dépression du wadi Araba. Mais cette élévation ne compense pas l'aggravation de l'aridité due à la descente en latitude.

La vie paysanne sédentaire n'y a donc pas résisté à la « bédouinisation » de l'époque ottomane. Les petites villes de la crête montagneuse, et les centres plus récents des plateaux de l'intérieur, n'échappent pas à ce caractère bédouin qui marque leur vie sociale et leurs problèmes de croissance. C'est pourquoi il paraît utile de préciser en quoi consiste le facteur identitaire bédouin en Jordanie (16).

### — Le fait bédouin dans l'identité jordanienne

Le concept de « bédouinité » recouvre aujourd'hui une réalité complexe. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le fait bédouin correspondait à un mode de vie reposant sur l'élevage nomade des chameaux et du petit bétail, pratiqué par des groupes du désert et de la steppe organisés en tribus. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ce mode de vie a été abandonné par la quasi-totalité des Bédouins, dont la conscience identitaire est pourtant demeurée très vivace.

L'abandon de l'activité pastorale nomade s'est déroulé de deux manières : sédentarisation des tribus possédant un territoire apte à la culture pluviale, et enrôlement des hommes dans l'armée jordanienne.

(16) Se reporter sur ce sujet aux travaux de R. Bocco indiqués dans la bibliographie ; en particulier (1989), p. 172 et sq.

A partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les tribus dont la « *dira* » (le périmètre de parcours) est cultivable sont incitées, et parfois contraintes, à s'adonner à la céréaliculture. Cette évolution profitera surtout aux familles des cheikhs, qui apporteront un soutien sans faille aux autorités ottomanes, puis mandataires (17).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'extension de l'autorité ottomane vers le Sud amène la soumission des tribus et des grandes familles du Sud montagnard (18). Puis la « Grande Révolte arabe » contre le pouvoir ottoman, animée par Lawrence d'Arabie pour le compte des Britanniques et de la dynastie hachémite, ralliera à sa cause d'autres tribus de grands nomades du Sud, comme la confédération des Houweitat.

Dans les années 1920-1930, période où les camions remplacent les chameaux, où les nouvelles frontières gênent les parcours, et où les meilleurs pâturages sont mis en labours, une succession d'années sèches provoque une dernière crise, fatale à l'économie pastorale nomade.

Les Bédouins seront sauvés par la création de la Légion arabe par le capitaine Peake en 1923. Par les soldes versées, par l'éducation et les soins prodigués, et peut-être surtout par le désenclavement et la discipline qu'elle imposera, l'armée sera, sous les ordres du major Glubb pacha à partir de 1930, l'instrument de l'intégration du monde bédouin à l'État jordanien. Ce passage d'un statut de « marginaux incontrôlés errant dans le désert » à celui de « piliers de l'État » va se conjuguer avec une alliance entre les tribus bédouines et le Trône hachémite.

Pourtant les Hachémites, originaires de La Mecque, au Hedjaz, ne sont pas des Bédouins. Leur légitimité de descendants du Prophète ne suffit pas non plus à expliquer cette alliance, la pratique religieuse des Bédouins étant bien moins fervente que celle des paysans ou des citadins.

Il s'agit en fait d'une conjonction d'intérêts entre deux groupes extérieurs au monde des campagnes et des bourgades de Transjordanie, qui font irruption à l'issue de la Première Guerre mondiale, à l'instigation des Britanniques ; ceux-ci leur confieront le pouvoir sur l'entité jordanienne en train de naître, pour éviter qu'il ne revienne à l'embryon de bourgeoisie locale, frondeuse et sensible aux sirènes du nationalisme arabe. Les forces bédouines seront également un instrument efficace de lutte contre le mouvement national palestinien, depuis les années 30, où elles pourchasseront les premiers fedayin dans les Monts d'Ajloun, jusqu'aux terribles combats de 1970-1971.

En effet, si la dynastie cherche à asseoir sa légitimité, les Bédouins en échange cherchent à faire reconnaître leurs valeurs comme dominantes, et leur place comme privilégiée dans l'appareil d'État, face à l'influence perçue comme « délétère » de la société palestinienne, et au dynamisme économique dont elle fait preuve.

Mais les Bédouins n'ont pas tous le même degré d'engagement vis-à-vis de l'État et du Trône. Certaines tribus, plus éloignées des centres du pouvoir, et dont le territoire ne fournissait pas de possibilités de sédentarisation agricole, ont conservé une certaine autonomie économique, et par là une certaine marge de manœuvre politique. Ainsi les Rouala de l'extrême-est, ou certains clans Houweitat, ont développé une économie fondée sur l'élevage des moutons et sur la contrebande (19), entre les États qui ont morcelé leurs parcours tribaux. Ils ont ainsi pu éviter un face-à-face exclusif, par trop inégal, avec l'État jordanien. Mais l'exercice d'une loyauté plurielle à l'égard de chacun des États concernés exige une diplomatie subtile, et le maintien

(17) L'exemple-type en est fourni par la confédération des Beni Sakhr, et ses cheikhs Ibn Fayiz ; cf. R. Abou Jaber (1989).

(18) Comme le clan des Majali à Kérak ; cf. P. Gubser (1973), p. 19 et sq.

(19) Cf. W. Lancaster (1981).

de réseaux de relations familiales et tribales, transfrontalières, complexes. Certains dérapages peuvent d'ailleurs se produire (20).

Ces tribus, en jouant sur les fluctuations politiques régionales, ont donné un second souffle au nomadisme (21). Pour verrouiller ses frontières désertiques, la Jordanie a entrepris ces dernières années de creuser des tranchées, d'édifier des talus sur les points de passage des camions, et a fait l'acquisition d'un système de détection par radar.

Mais l'alliance entre le Trône et les tribus « loyales » repose aussi sur le flux d'argent qui a assuré une élévation considérable du niveau de vie des Bédouins, à travers les programmes de sédentarisation volontaire ou forcée (22), et une assistance dans les domaines de la santé et de l'éducation.

La crise financière qui touche la Jordanie depuis la moitié des années 80 a contraint l'État à réduire ses transferts en direction de ces communautés assistées du Sud : la hausse brutale des prix à partir de l'automne 1988 a conduit leurs jeunes à la révolte, embrasant toutes les petites villes du Sud, à la surprise totale des autorités et du Palais, mais aussi des chefs traditionnels. En quelques jours, alors que le Roi se trouvait à l'étranger, l'annonce par le gouvernement de hausses substantielles du prix de l'essence a provoqué la révolte en masse des petites villes du Sud jordanien. Parti de Maan, le mouvement s'est étendu à Wadi Moussa, puis, de proche en proche, est remonté vers le Nord par Tafileh, Kéрак, Madaba jusqu'à Salt.

Il semble avoir exprimé tout à la fois :

– une révolte sociale contre la hausse du prix de l'essence, et la politique d'austérité imposée par le FMI et mise en œuvre par le gouvernement en pleine période de Ramadan ;

– la rancœur contre le désintérêt de l'État à l'égard des régions périphériques, et en particulier du Sud ;

– une déception vis-à-vis des carences de la politique d'assistance du Pouvoir (attaques contre des équipements sanitaires et sociaux qui symbolisaient le « Welfare State ») ;

– un certain dépit des Bédouins à l'égard du Roi, qu'ils ont soutenu dans des périodes difficiles, mais qui, pensent-ils les néglige, au profit de la scène internationale (recherche d'une solution au problème palestinien), et des intérêts de la grande bourgeoisie d'affaires jordano-palestinienne d'Amman ;

– et enfin une défiance nouvelle à l'égard des représentants traditionnels du monde bédouin du Sud, incapables de se faire l'écho des aspirations des jeunes, éduqués et prêts à prendre pour modèles les *chebab* de l'Intifada palestinienne.

Tous ces éléments étaient présents de façon plus ou moins explicite dans les Cahiers de doléances présentés au Roi, et dans les votes exprimés lors des élections législatives du 8 novembre 1989.

## — Les villes de la montagne

Seule la ville de Kéрак (23 000 habitants) a pu se maintenir tout au long de la période ottomane, protégée des incursions bédouines par les remparts imposants de sa citadelle franque. Sa population, structurée en tribus alliées ou concurrentes,

(20) A l'automne 1990, les positions jordaniennes à l'égard de l'invasion du Koweït par l'Irak suscitant la colère de la monarchie saoudienne, celle-ci attira à Tabouk certains cheikhs Houweïtat de Jordanie. Le gouvernement jordanien dut ensuite démettre d'office tout le conseil municipal de Maan, qui avait pris des positions opposées à celles du Palais, après avoir été « soudoyé par l'or de Riyadh », selon la version officielle.

(21) Ainsi, après avoir, dans les années 60, sapé les efforts de contrôle économique du régime ba'athiste syrien, les Rouala jouent actuellement un rôle important dans le contournement de l'embargo des Nations unies imposé à l'Irak.

(22) Qui fournissent la preuve de la défiance de l'État jordanien, comme de tous les États concernés, à l'égard des nomades. Cf. R. Bocco (1990b).



musulmanes et chrétiennes, dont l'influence s'étend sur tout le « pays de Moab » de l'Antiquité, du wadi Moujib au wadi al-Hassa, a vécu en totale autonomie jusqu'à son occupation pacifique par l'armée turque en 1893 (P. Gubser, 1973).

Chef-lieu d'un petit gouvernorat, elle n'en manifeste pas moins un certain dynamisme, grâce aux envois de ses émigrés à Amman et dans le Golfe : l'agglomération, qui s'étend au-delà du piton original, comprend 46 000 habitants. Sur les plateaux céréaliers alentour, se développent les bourgades de Ay (7 000 habitants), de Moutah, siège d'une université civile et militaire (7 000 habitants), de Mazar-Sud (8 000 habitants), et au nord, de Rabba (4 000 habitants).

De Kérak, une route rejoint, au sud de la mer Morte, les jardins d'Al-Mazraa et l'exploitation de potasse de Ghor Safi (13 000 habitants).

Au sud du wadi al-Hassa, le plateau s'élève et devient plus accidenté : c'est la Shara, qui culmine à 1 758 m d'altitude. Aux plateaux céréaliers succèdent des collines rocailleuses, partiellement épierrées par les nomades qui y font venir de maigres récoltes de blé et d'orge ; mais l'élevage du petit bétail garde la première place.

La vie sédentaire se trouve limitée aux crêtes mieux arrosées qui surplombent en à-pic le wadi Araba. C'est là que se trouvent la ville de Tafileh (23 000 habitants) étalée en amphithéâtre au milieu des oliveraies, et les villages de Bousaira (6 000 habitants) et Qadissiyeh (5 000 habitants), qui ont supplanté le vieux site de Dana, perché en contrebas, et ont bénéficié de l'implantation de la cimenterie de Rashadiyah.

Le village de Shaubak est un centre d'arboriculture fruitière de montagne, et les efforts de reboisement en conifères y transforment le paysage ; mais l'isolement de cette région n'est réellement rompu que dans le bourg de Wadi Moussa (8 000 habitants), à l'entrée du site touristique de Pétra. Les activités qui lui sont liées ont supplanté la culture des terrasses irriguées plantées d'oliviers, et l'élevage du petit bétail sur les plateaux.

## — Les villes de la steppe et du désert

Les autres centres urbains de Jordanie sont situés hors des limites de l'agriculture sédentaire. Leur existence se justifie donc par des fonctions industrielles, administratives ou de services apparues au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Cette absence d'environnement habité de façon permanente limite leur développement aux stricts besoins de leur fonction.

Maan (25 000 habitants) était, comme Mafraq et Qastal, une étape sur la route du Pèlerinage ; elle devint une gare du chemin de fer du Hedjaz, avec une importante garnison turque pour la protéger. Sa prise par T.E. Lawrence et les troupes bédouines qu'il avait rassemblées autour de la « Révolte arabe » est restée célèbre. Le souvenir en reste vivace, puisque la ville est encore le centre de la confédération des Houweitat (R. Bocco, 1988). C'est aujourd'hui le chef-lieu d'un *mouhafaza* (gouvernorat) désertique qui couvre près de la moitié de la Jordanie, du golfe d'Aqaba au wadi Sirhan ; c'est aussi un centre industriel (verrière), et surtout un nœud routier très actif, où se rejoignent les routes venant du golfe d'Aqaba et du Hedjaz. L'autoroute du Nord est doublée depuis peu par une nouvelle route qui permet, par l'oasis d'Al-Jafr, de rejoindre directement celle d'Azraq, et la frontière irakienne.

Mais le véritable centre actif du Sud est le port d'Aqaba (63 000 habitants), sur l'étroite fenêtre maritime du pays (30 kilomètres de longueur), enserré dans un cadre grandiose de montagnes désertiques. C'est le poumon de la Jordanie, dont il exporte les deux richesses pondéreuses : la potasse, qui est acheminée par camions emprun-

Monde arabe  
Maghreb  
Machrek  
N° 140  
avril-juin 1993  
Aménagement  
en Jordanie

tant la route du wadi Araba, et les phosphates, transportés par la voie ferrée remise en service depuis les trois sites d'extraction d'Al-Abyad, de Hassa (5 000 habitants) et de Shidiya, d'où un nouveau tronçon a été construit vers Aqaba. Mais son rôle dépasse de loin les frontières du pays, puisqu'il dessert l'Irak depuis le début de sa guerre avec l'Iran en 1980.

C'est un centre industriel, avec une importante usine de traitement des phosphates, et un port de voyageurs, avec une liaison active avec Nouweiba, sur la côte du Sinaï égyptien.

Enfin, c'est un centre balnéaire apprécié, particulièrement en hiver, où il attire une clientèle internationale, grâce à des liaisons aériennes directes, et un équipement hôtelier de qualité.

Ce développement s'est opéré en dépit du voisinage de l'État d'Israël (qui a développé parallèlement la ville contiguë d'Eilat), grâce à la cession par l'Arabie saoudite, en 1965, d'un front de mer d'une vingtaine de kilomètres, en échange de la rectification de frontières désertiques ; mais la croissance de la ville est limitée par l'absence d'arrière-pays proche, et par les difficultés de l'approvisionnement en eau : celle-ci doit être acheminée des nappes fossiles du Qa' Disi (23).

Un autre problème est celui de la conciliation d'activités comme le tourisme balnéaire et l'industrie lourde sur un espace aussi réduit (F. Rivier, 1980, p. 138).

## ■ Des petits centres urbanisés par le haut

L'une des caractéristiques des petites villes est que l'élément palestinien y est presque absent, en particulier dans le Sud. C'est encore plus vrai des villages, à l'exception de ceux de la vallée du Jourdain. L'une des conséquences de ce fait est que la province n'a pas bénéficié comme la capitale, de l'esprit d'entreprise des réfugiés palestiniens. En revanche, elle a reçu une part considérable des subsides de l'État, qui, sous forme de salaires et de pensions, fait vivre les foyers des militaires, policiers et autres agents des forces de sécurité.

L'urbanisation jordanienne est donc caractérisée par une impulsion externe, non pas seulement en termes démographiques, comme c'est le cas pour les grandes villes, mais aussi en termes économiques : aide financière extérieure pour la capitale, versements de l'État pour les petites villes et envois des émigrés à tous les niveaux de la hiérarchie urbaine (24).

La prolifération des petits centres urbains en milieu rural n'est donc pas le résultat d'une intensification ou d'une complexification de l'activité économique et des rapports sociaux, mais plutôt de la politique de redistribution de l'État jordanien, en quête de stabilité et de légitimité.

La transformation des villages en petits centres urbains dans un milieu resté rural s'est faite, d'une part, grâce aux remises des émigrés et aux salaires des jeunes instruits, qui sont devenus fonctionnaires, et d'autre part grâce aux investissements de l'État en infrastructures et en services : les premiers ont conduit à la rénovation de

(23) Gärber et Salameh (1992), p. 69-70.

(24) Au versement par les États arabes producteurs de pétrole d'une rente annuelle à la Jordanie depuis le sommet de Bagdad en 1978, aux remises des émigrés qui faisaient vivre de nombreuses familles, il faut ajouter le contrôle politique exercé par le lobby des importateurs, qui favorisait le maintien du cours du dinar jordanien à un niveau élevé, décourageant pour les producteurs (F. Rivier, 1980). Ainsi ne furent développées que les ressources qui jouissaient d'une demande à l'étranger : phosphates, potasse et fruits et légumes de la vallée du Jourdain, et enfin biens de consommation destinés aux nouveaux marchés du Golfe, et à l'Irak en guerre contre l'Iran.

Actuellement, en dépit d'un taux de chômage qui dépasserait les 30 % de la population active, et qui touche particulièrement les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, l'économie jordanienne connaît un boom temporaire, dû à l'afflux des réfugiés des pays du Golfe, qui ont pu, avant le déclenchement des opérations militaires, rapatrier une partie de leurs capitaux ; leur arrivée a provoqué une flambée de la construction et de la demande de biens de consommation. Mais rien n'assure que cette croissance se poursuivra au-delà de l'année en cours, et suffira à compenser la chute des remises des émigrés et de l'aide arabe.

l'habitat (ouverture des maisons sur l'extérieur, construction de villas au cœur du paysage rural ou en périphérie de l'ancien espace bâti...), à la multiplication de boutiques de type urbain (supermarchés, boutiques de mode...), au développement des services, et des liaisons avec l'extérieur, le tout dans un contexte d'augmentation générale du niveau de vie. L'État a accompagné le mouvement en prodiguant, parfois inconsidérément, des routes goudronnées, des écoles, des centres de soins, et en raccordant le moindre hameau à l'eau et à l'électricité.

Ce processus a transformé les activités économiques, les comportements sociaux et le cadre de vie plus rapidement qu'il ne l'a fait des mentalités. La confrontation à une soudaine aisance, l'irruption du monde extérieur et des valeurs occidentales ont provoqué des frustrations. L'attachement à des attitudes et des traditions considérées comme désuètes est devenu un objet de moqueries dans les milieux plus avancés dans la course à la « modernisation » (comme les plaisanteries sur les habitants de Tafileh) ; mais ceux qui les tourment en dérision essaient ainsi de se rassurer, et masquent mal, parfois, leur admiration ou leur nostalgie.

A la grande ville même, la citadinisation n'est pas aussi rapide qu'on pourrait le penser : chez les Palestiniens d'origine rurale, l'exil a parfois figé certaines attitudes ; la fidélité au souvenir et aux traditions tend à maintenir des valeurs, des solidarités et des dissensions héritées, sous-jacentes à la solidarité affichée devant la communauté de destin. Cette évolution trop rapide est à l'origine du décalage entre la capitale et la province, qui semblerait s'être exprimé lors des émeutes d'avril 1989.

Les efforts de l'État pour éviter que ne se creuse l'écart entre les campagnes et les villes, et plus particulièrement entre la province et la capitale, entre le monde bédouin et la population d'origine palestinienne, ont donc été en partie vains. Au contraire, ces efforts pourraient avoir accentué le malaise des petits centres de province, dans la mesure où leurs jeunes, désormais éduqués, cherchent à les désertir.

## ■ Quels remèdes à ces déséquilibres ?

La capitale jordanienne a donc accaparé les fonctions essentielles et les forces vives du pays. Elle a attiré à elle les élites traditionnelles des villes petites et moyennes, qui se sont servies de leur base de pouvoir régional, sans pour autant dynamiser leur ville d'origine (25). Les moyens de transport et de communication modernes permettent aux autorités de transmettre immédiatement nouvelles et instructions, et à l'ensemble de la population d'accéder en moins d'une journée à tout point du territoire. Ce « rétrécissement » de l'espace pourrait amener à s'interroger sur la nécessité d'un rééquilibrage régional. En réalité, il transpose la relation capitale/province du plan concret au plan symbolique : l'attribution de fonctions supérieures à Kérak, à 120 km d'Amman, ou à Maan, à 200 km, ne se justifie pas, d'autant que la population desservie par ces centres est très faible ; pourtant, ces deux villes sont considérées par tous comme les véritables capitales du Sud, à l'identité et aux valeurs souvent décalées par rapport à celles d'Amman.

Ce sentiment d'altérité demeure, même si l'espace pratiqué durant sa vie par un habitant de Kérak ou de Maan recoupe souvent celui d'un habitant d'Amman : la capitale elle-même peut lui être très familière, puisqu'il utilise ses services administratifs, hospitaliers, scolaires, ou qu'il y travaille ; il peut également partager la vie des habitants de la capitale ou des autres Jordaniens en tout point du territoire où il peut avoir à servir, comme soldat, fonctionnaire, employé de société, et même à l'étranger, dans le Golfe où exerçait ces dernières années plus du tiers de la main-d'œuvre jordanienne.

(25) Ainsi, à Kérak, les deux tribus Majali et Tarawneh ont pris des positions, pro-hachémite pour la première, pro-palestinienne pour la seconde, qui leur ont assuré un accès constant au sommet de l'État, auquel elles ont apporté durant des décennies la loyauté de leurs féaux (P. Gubser, 1973, p. 154 et sq.)

## — Les bases régionales et locales de la territorialité

Si l'on met de côté la dimension palestinienne de la Jordanie, qui se limite spatialement aux grandes villes et aux camps dispersés dans le Nord, le pays rassemble des régions perçues comme différentes : schématiquement, le Nord-Ouest abrite une société plus agraire, formée d'une juxtaposition de petites tribus sédentaires, installées sur des terroirs de collines, de vallées et de montagnes ; cette société a été atteinte plus tôt par l'autorité étatique, étant plus proche de Damas et des centres urbains de Palestine. Plus ouverte sur le monde extérieur et sur l'Occident, elle l'est plus aux valeurs démocratiques peut-être, mais plus individualiste aussi : l'appartenance tribale n'y joue plus qu'un rôle secondaire.

Le Sud et l'Est, à l'inverse, sont le domaine de sociétés fondées à l'origine sur l'élevage nomade. Les grandes confédérations tribales y coiffent une pyramide sociale (tribu, fraction, clan, famille) aux règles complexes. Cette société est plus fermée, adaptée aux impératifs de la survie en milieu difficile ; tournée vers la péninsule arabe, elle est aussi plus conservatrice.

A l'intérieur de cette dichotomie simplifiée de l'espace et de la société transjordanienne, les nuances régionales et locales sont nombreuses : des divisions, dont l'existence est attestée dès la plus haute Antiquité, conservent leur signification (26).

## — Les identités locales et tribales

Au plan local, les marquages identitaires sont bien vivants. Identité d'ailleurs plus nette pour des tribus à l'histoire longue et illustre, ou pour des cités anciennes : les habitants de Salt, d'Ajloun, de Kérak, de Tafileh sont naturellement beaucoup mieux identifiés par des traits de caractères supposés, traduits en proverbes, en anecdotes, en plaisanteries, que les habitants des grandes villes ou des centres de création récente. A des lieux à identité forte se juxtaposent des espaces ou des lieux à l'identité plus floue.

Ces identités s'organisent sous la forme d'une grille de valeurs, admise par tous, qui mêle de façon subtile leurs différentes composantes. A titre d'exemple, les tribus noires du wadi Araba, descendantes d'esclaves, sont méprisées ; mais appartenant aux grandes et prestigieuses tribus de Kérak, elles héritent de la noblesse de leurs maîtres (27). En outre, lorsqu'ils revêtent l'uniforme de la police ou de l'armée, ces Bédouins jouissent du prestige attaché à leur fonction.

Les territorialités attachées à ces identités ne subsistent plus aujourd'hui qu'à titre d'« espace symbolique » ; en effet les petites villes ont perdu tout rôle réel dans le fonctionnement de l'économie et de la société, et ne servent plus de fondement qu'à un « tribalisme de terroir ». Elles pourraient cependant être utilisées pour contrebalancer la crise d'identité, provoquée par un sentiment de « déracinement sur place », auquel est confrontée la province transjordanienne. Cela suppose une politique d'aménagement du territoire qui mette l'accent sur le développement régional. L'État dispose en théorie, pour ce faire, de deux modes d'intervention :

- l'organisation administrative, les limites territoriales dans lesquelles elle s'inscrit et les pouvoirs qui lui sont conférés ;
- la planification du développement économique et social et les programmations d'investissements publics.

(26) Dès l'Âge du Fer, le territoire de la Transjordanie était divisé en quatre régions (A. Lemaire, 1987) :

- pays de Galaad, au Nord, entre le Yarmouk et le Zarqa ;
- pays d'Ammon, au Centre, entre le Zarqa et le Moujib ;
- pays de Moab, autour de Kérak, entre le Moujib et le Hassa ;
- pays d'Edom, au Sud, jusqu'au golfe d'Aqaba.

(27) Cf. Gubser (1973), p. 65-66.

## — Le découpage administratif

Les trois cazas d'Ajloun, Salt et Kérak de la fin de l'époque ottomane, sont devenus cinq sous le Mandat britannique, transformés après l'indépendance en cinq gouvernorats (*mouhafaza-s*). Ils reprenaient dans l'ensemble les divisions historiques du pays, dont les limites, suivant des accidents du relief, correspondaient à des réalités humaines reconnues :

- gouvernorat d'Irbid entre Yarmouk et Zarqa (caza ou liwa d'Ajloun de l'époque omeyyade à l'époque ottomane, pays de Galaad de l'Antiquité) ;
- gouvernorats d'Amman et de Balqa, entre Zarqa et Moujib (caza de Salt ou liwa de Balqa, pays d'Ammon) ;
- gouvernorat de Kérak, entre Moujib et Hassa (caza de Kérak, pays de Moab) ;
- gouvernorat de Maan, du Hassa au golfe d'Aqaba (qui fit partie jusqu'en 1925 de la province ottomane, puis du royaume indépendant du Hedjaz, antique pays d'Edom).

En 1986, trois nouveaux gouvernorats ont été créés :

- le gouvernorat de Mafraq, constitué à partir de la partie orientale, désertique et stratégique de celui d'Irbid : frontalière de la Syrie, de l'Irak et de l'Arabie saoudite, il a été placé sous le contrôle de la ville-garnison de Mafraq ;
- le gouvernorat de Zarqa, détaché de celui d'Amman, comprend la ville de Zarqa et une bande désertique avec l'oasis d'Azraq, frontalière de l'Arabie saoudite. On peut s'interroger sur la logique de ce rééquilibrage, qui a conduit à séparer deux foyers urbains aussi intimement liés qu'Amman et Zarqa, et deux arrière-pays que rien ne distingue ;

- le petit gouvernorat de Tafileh a été détaché de celui de Kérak, à la demande de ses habitants, qui défendent jalousement leur identité par rapport à leurs voisins.

Ce découpage consacre de grandes disparités : si certains gouvernorats assurent la prééminence d'une ville de rang secondaire sur son environnement rural, dans le Sud ou l'Est désertique et prédésertique (Mafraq, Kérak, Tafileh, Maan), d'autres mettent des villes d'une taille équivalente, dans les régions densément peuplées du Nord-Ouest, sous la tutelle des grands centres (Irbid, Amman, Zarqa).

D'autre part, ce découpage ne correspond plus aux divisions naturelles et humaines traditionnelles, comme le montrent les exemples suivants :

- la vallée du Jourdain est partagée entre deux gouvernorats centrés sur le plateau – celui d'Irbid pour le Nord, celui de Balqa pour le Sud –, en dépit de sa grande originalité physique, économique et humaine ;
- le gouvernorat de Balqa n'est qu'une survivance destinée à conserver un rôle administratif à Salt, le centre déchu de la région. En fait, la Jordanie centrale est entièrement polarisée aujourd'hui par l'aire métropolitaine d'Amman/Zarqa, et la division de celle-ci en trois gouvernorats ne correspond ni à une réalité géographique, ni même à une efficacité technocratique.

## — Planification et investissements publics

Bien que fermement attachée au modèle d'économie capitaliste (F. Rivier, 1980), la Jordanie n'en a pas moins toujours établi des plans quinquennaux de développement. Mais le dernier plan a introduit une différence marquante avec les précédents, en ce qu'il proposait une stratégie régionale plutôt que sectorielle (R.D. Honey et S. Abu Kharmeh, 1988).

Le plan quinquennal 1986-1990 pour le développement économique et social manifestait en effet, dans sa déclaration d'intention (Ministry of Planning, p. 112), la

volonté de réduire les disparités régionales et les inégalités entre les villes et les campagnes. Pour cela, il prônait la déconcentration de l'activité économique de la zone urbaine Amman-Zarqa, ce qui devait avoir pour résultat d'en diminuer l'attraction démographique.

Parmi les régions rurales, ce sont particulièrement les régions montagneuses, la vallée centrale du Jourdain, le Ghor al-Safi (au sud de la mer Morte), le bassin du wadi Zarqa, la région de Shaubak, et le Qa' al-Disi dans le désert méridional, qui devaient être privilégiées.

Selon le Plan, pour parvenir à réduire ces déséquilibres, on devait :

- encourager l'investissement immobilier en province par une réduction d'impôt de 50 %, contre 30 % à Amman ;
- encourager l'investissement industriel dans les gouvernorats de Balqa, Irbid et Aqaba ; en particulier, réduire le coût de l'eau pour les industriels s'installant à Irbid ;
- assurer une meilleure répartition des services sanitaires, sociaux et éducatifs dans le pays ;
- offrir des incitations pécuniaires aux agents travaillant dans le secteur productif public, s'ils acceptaient de s'installer en province, en particulier dans les gouvernorats du Sud.

Comment ces intentions se sont-elles traduites dans la réalité ?

Il faut tout d'abord souligner l'importance de la capacité d'intervention dont l'État dispose sur la machine économique :

- il est en effet le premier employeur du pays à travers l'administration et les services publics (enseignement, armée, services de sécurité...) (28) ;
- il contrôle en outre directement l'armature industrielle lourde du pays : la raffinerie de pétrole de Zarqa, au débouché de l'oléoduc qui l'alimente avec du brut saoudien, gérée par la Jordan Petroleum Company ; la Jordan Phosphates and Mining Corporation, dont les trois sites d'extraction sont situés dans le Sud, depuis la fermeture du site de Rouseifeh ; l'Arab Potash Company, installée dans le Ghor Safi, au sud de la mer Morte, dont elle extrait les sels ; le port autonome d'Aqaba, avec sa zone franche et ses industries diverses ; les deux cimenteries de Fouheis, près d'Amman, et de Rashadiyah, près de Tafileh.

Seule l'implantation de cette dernière peut être considérée comme ayant procédé d'une volonté de déconcentration industrielle : elle résulte d'un accord de l'État avec les propriétaires fonciers et les tribus de la région. Les débouchés devaient être fournis par l'exportation vers le marché égyptien ; mais ces espoirs ne se sont pas concrétisés, et la production de ciment a dû être utilisée au revêtement de la nouvelle route qui relie Azraq à Al-Jafr, dans le désert oriental. Cet « éléphant blanc », implanté en un site isolé, a eu peu d'effet d'entraînement régional : la main-d'œuvre non qualifiée a été fournie par les habitants de Bousaira, de Dana et de Qadissiya (ex-Bir Ata'ta) ; mais la maîtrise et l'encadrement, qui ont dû être attirés à grands frais d'Amman, ressentent leurs conditions de vie comme un exil.

Le secteur industriel et commercial privé, qui est entre les mains des entrepreneurs d'origine palestinienne, n'a pas quitté la région métropolitaine, malgré les incitations du Plan. Les possibilités de dynamiser les villes petites et moyennes par des investissements productifs sont en effet très aléatoires, alors que la capitale rassemble tous les centres de décision, toutes les facilités commerciales, toutes les chances d'intégration industrielle, toute la main-d'œuvre qualifiée d'un pays au marché intérieur très limité.

(28) L'armée, la police, les services de sécurité emploient 150 000 personnes.

Ayant ainsi échoué à freiner la polarisation économique du pays vers la capitale, l'État jordanien, doté d'un budget important, alimenté par les aides extérieures, s'est orienté vers la diffusion des infrastructures et des services sur l'ensemble du territoire, de manière à créer des emplois et à réduire l'écart en équipements et en niveau de vie entre Amman et la province.

Dans le domaine sanitaire, les petites villes et les villages ont été équipés de dispensaires et de petits hôpitaux. Les centres plus importants ont été dotés d'institutions spécialisées à vocation nationale : pour les jeunes délinquants à Maan, pour les handicapés moteurs à Jérash, pour les sourds à Kérak, et les jeunes handicapés mentaux à Tafileh...

Dans le domaine de l'éducation, une grande majorité des enfants a aujourd'hui accès à l'enseignement primaire. L'enseignement secondaire est dispensé dans de nombreux centres urbains. Particulièrement impressionnant est l'effort réalisé en faveur de l'enseignement supérieur : pour fournir les cadres et les ingénieurs réclamés par les pays pétroliers du Golfe, la Jordanie avait entrepris de se doter d'universités imposantes : après l'Université d'Amman créée dès 1962, ont été fondées successivement celle du Yarmouk, à Irbid, en 1976, puis celle de Moutah, près de Kérak, en 1981 (29).

Présentées comme des instruments de décentralisation, ces universités de province sont en fait prudemment édifiées à l'écart des villes ; cela témoigne de l'obsession sécuritaire du Pouvoir, désireux à la fois (et de façon difficilement conciliable) de mettre les futures élites en contact avec les réalités de la Nation, et d'éviter que de cette rencontre ne jaillissent des revendications dangereuses.

## — Nécessités et limites de la décentralisation

Cette idée neuve de décentralisation n'est, on le voit, pas facile à mettre en œuvre. En effet, l'hypertrophie de la capitale paraît difficile à éviter, dans un petit pays dont la plupart des ressources dépendent de l'extérieur (aide financière des pays pétroliers, remises des émigrés), et dont le destin politique est depuis l'origine soumis aux décisions des grandes puissances. Aujourd'hui, la concentration se nourrit d'elle-même, dans une spirale où l'attraction se renforce au fur et à mesure que la taille de l'agglomération grandit.

Les campagnes et le réseau de villes petites et moyennes ont naturellement pâti de cette polarisation qui les a marginalisées ; en dépit des efforts d'équipement de l'État, et de l'enracinement d'un certain sentiment national, les identités locales sont toujours vivaces. Elles expriment une « authenticité » transjordanienne, opposée à la fois aux valeurs et aux aspirations palestiniennes majoritaires, et à l'occidentalisation des couches privilégiées de la capitale.

Mais aujourd'hui, l'extension spatiale de l'aire métropolitaine d'Amman-Zarqa est telle qu'elle englobe tout le centre du pays, avec des villes comme Salt, Jérash et Madaba. La capitale est d'autre part en liaison directe avec l'ensemble du territoire : les moyens de communication modernes, et le changement d'échelle des réseaux de production, d'administration et d'échange rendent inutile l'intervention de centres intermédiaires.

La décentralisation jordanienne n'est-elle donc qu'un leurre ? Certes, il serait utile de parfaire les découpages administratifs, pour leur permettre de fournir un

(29) L'Université du Yarmouk s'est scindée en deux : les « Humanités » demeurent en ville, tandis que les Sciences et la Technologie ont pris leur indépendance, sur un vaste campus isolé au milieu de la plaine à blé de Ramtha ; l'Université de Moutah, conçue à l'origine comme une École de Cadets — ce qui répond à la vocation traditionnelle des fils de Bédouins du Sud — développe de plus en plus une branche « civile ». A ces quatre universités, à peine entrées en fonctionnement, s'ajoutent une université privée (Ahlia) à Amman, et des facultés délocalisées à Madaba, Tafileh...

cadre adapté à la gestion de territoires et de groupes humains variés : une aire métropolitaine centrale unifiée, un ensemble au Nord, un ou deux autres au Sud et dans le désert oriental, un dans la vallée du Jourdain. Les efforts de rééquilibrage économique entre la région centrale et les autres devraient s'appuyer sur les ressources humaines et naturelles réelles de ces régions, et non plus sur des projets volontaristes et ruineux.

Mais force est de reconnaître que, comme tous ses voisins du Proche-Orient, la Jordanie reste un pays tronqué, et si l'on tient compte des héritages de l'Histoire, fondés sur les logiques de la géographie, on s'aperçoit que l'aménagement de son territoire ne peut se concevoir rationnellement que dans un cadre régional (avec l'ex-Palestine à l'Ouest, avec l'ex-Hedjaz au Sud, et avec la Syrie au Nord), qui serait sans doute mieux à même de répondre au désir d'identité des habitants, et d'assurer à cet espace la taille critique nécessaire à son développement.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abu Jaber Rauf (1989) : *Pioneers over Jordan : the Frontier of Settlement in Transjordan, 1850-1914*, Londres, I.B. Tauris, 328 p.
- Atef Ahmad (1985) : *L'impact de la structure urbaine d'Irbid sur l'espace agricole périurbain*, mémoire de DEA de géographie, Université Paris VIII-Saint-Denis, 120 p.
- Baron Xavier (1977) : *Les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 383 p.
- Bocco Riccardo (1986) : « Petites villes et citadinité en Jordanie : quelques pistes de réflexion sur l'urbanisation en zone pastorale ». *Petites villes et villes moyennes dans le Monde arabe*, Tours, URBAMA, n° 16, p. 167 à 182.
- Bocco Riccardo (1988) : « Espaces étatiques et espaces tribaux dans le Sud jordanien : législation foncière et redéfinition des liens sociaux », *Maghreb-Machrek*, n° 123, p. 144 à 162.
- Bocco Riccardo (1989) : « L'État producteur d'identités locales : lois électorales et tribus bédouines en Jordanie ». *Le nomade, l'oasis et la ville*, URBAMA, n° 20, p. 271 à 287.
- Bocco Riccardo (1990a) : « Ingénieurs-agronomes et politiques de développement dans les steppes du Sud jordanien (1960-1985). Bâisseurs et bureaucrates ». *Ingénieurs et société au Maghreb et au Moyen-Orient*, « Études sur le Monde arabe » n° 4, Maison de l'Orient Méditerranéen, Lyon, p. 255 à 278.
- Bocco Riccardo (1990b) : « La sédentarisation des pasteurs nomades : les experts internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970) ». *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 26, n° 192, ORSTOM, p. 97 à 117.
- Deboulet Agnès (1991) : « Amman, urbanisation, habitat. De la prospérité aux défis posés par la récession », *Lettre de l'Observatoire urbain du Caire contemporain*, n° 24, p. 4 à 18.
- Destremau Blandine (1992) : « Les camps palestiniens sont-ils des villes ? Éléments pour une problématique ». Communication à la réunion annuelle de l'AFEMAM, Toulouse, juillet 1992, texte dactylographié.
- Eury Pascaline (1991) : « Jordanie : les élections législatives du 8 novembre 1989 », *Cahiers du CERMOC*, n° 2, Amman, 129 p.
- Findlay Allan (1986) : « Amman : Urbanization in a "Charity State" ». *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, t. 20, fasc. 2-3, Montpellier, p. 211 à 220.
- Findlay Allan et Samha Musa (1985) : « The Impact of international Migration on the urban Structure of Amman ». *Espace, populations, sociétés*, p. 93-99.



- Findlay Allan et Seccombe Ian** (1986) : « Développement et sous-développement dans les petites villes de Jordanie ». *Petites villes et villes moyennes dans le Monde Arabe*, Tours, URBAMA, n° 17, p. 561 à 570.
- Gärber André et Salameh Elias** (1992) : *Jordan's Water Resources and their Future Potential*, Friedrich-Ebert Stiftung, Amman, 120 p.
- Gubser Peter** (1973) : *Politics and Change in Al-Karak, Jordan*, Oxford University Press, Londres, 177 p.
- Hacker Jane M.** (1960) : *Modern Amman, a Social Study*. University of Durham, 141 p.
- Honey R.D. et Abu Kharmeh S.** (1988) : « Organizing space for development planning : the case of Jordan ». *Political Geography Quarterly*, vol. 7, n° 3, p. 271-281.
- Joint Technical Team - Dar El Handasah et Municipalité d'Amman** (1987) : *Greater Amman Development Plan*, vol. 1, Main report, Amman.
- Kliot Nurit et Soffer Arnon** (1986) : « The Emergence of a metropolitan Core Area in a new State - The case of Jordan ». *Asian and African Studies* 20 (n° 2), p. 217 à 232.
- Koumouch Fayçal** (1987) : *La ville d'Irbid. Étude sur les migrations et l'urbanisation dans le Nord de la Jordanie*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Tours, 329 p. + annexes et planches h.t.
- Lancaster William** (1981) : *The Rwala Beduin today*, Cambridge University Press, 162 p.
- Lavergne Marc** (1991) : « Les Jordaniens exposés en première ligne ». *Le Monde Diplomatique*, janvier.
- Layne Linda L.** (1986) : « Tribu et citoyenneté : "relations primordiales" et démocratie dans la Jordanie rurale », *Maghreb-Machrek* n° 114, oct.-nov.-déc. 1986, p. 5 à 29.
- Lemaire André** (1987) : « Ammon, Moab, Edom : l'époque du Fer en Jordanie ». *La Jordanie de l'âge de la Pierre à l'époque byzantine*, Paris, La Documentation Française, p. 47 à 74.
- Lewis Norman** (1987) : *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, Cambridge University Press, 249 p.
- Loew Guy** (1978) : « L'essor urbain en Jordanie orientale », *Maghreb-Machrek*, n° 81, p. 50 à 55.
- Miles Doan Rebecca** (1992) : « Class differentiation and the informal sector in Amman, Jordan ». *International Journal of Middle East Studies*, n° 24, p. 27 à 38.
- Ministry of Planning** : *Five-year Plan for Economic and Social Development 1986-1990*, Hashemite Kingdom of Jordan, 574 p.
- Ohanessian Anna** (1991) : « Changement des rapports sociaux chez les Bédouins du Ghôr : hiérarchies inter- et intratribales et développement (Jordanie) », *Cahiers du CERMOC* n° 1, p. 185 à 195.
- Rajsfus Maurice** (1990) : *Retour de Jordanie, les réfugiés palestiniens dans le royaume hachémite*, La Brèche-PEC, Montreuil, 221 p.
- Rivier François** (1980) : *Croissance industrielle dans une économie assistée : le cas jordanien*, Beyrouth, CERMOC, 225 p.
- Rouleau Éric** (1984) : *Les Palestiniens d'une guerre à l'autre*, La Découverte-Le Monde, 228 p.
- Wählin Lars** (1988) : « As-Salt : une ville de Transjordanie à travers le temps ». *Mémoire de soie*, Institut du Monde Arabe/EDIFRA, p. 52 à 57.
- Zahlan A.B.**, dir. (1985) : *The Agricultural Sector of Jordan*, Abdul Hameed Shoman Foundation, Amman, 1985, p. 89 à 125.